

# L'immense défi logistique des élections législatives indiennes

L'Inde vote pour ou contre le Premier ministre Narendra Modi

mardi 23 avril 2019, par [BOUISSOU Julien](#), [DELACROIX Guillaume](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2019).

**879 millions d'électeurs sont appelés aux urnes du 11 avril au 19 mai. L'organisation mobilise 10 millions de personnes et 1,7 million de machines à voter.**

Sommaire

- [L'Inde vote pour ou contre \(...\)](#)
- [Les musulmans indiens de \(...\)](#)

Ce sont les plus grandes élections de l'histoire du monde. 879 millions d'électeurs sont appelés à voter en sept étapes pour désigner les 543 députés de la chambre basse du Parlement, lesquels éliront à leur tour, à partir de fin mai, le prochain premier ministre indien. La préparation du calendrier électoral a été un casse-tête : il a fallu tenir compte des conditions climatiques, des jours de récoltes et des festivals dans chaque région pour partager les 543 circonscriptions en sept groupes correspondant chacun à un scrutin. Celui-ci est à un tour, c'est-à-dire que le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix dans sa circonscription sera élu au Parlement. Le quart des sièges est réservé à des membres des castes répertoriées, en l'occurrence les dalits (anciennement appelés les intouchables) ou à des membres issus des populations indigènes. En 2014, le taux de participation de 66 % y était bien plus élevé que dans de nombreuses autres démocraties.

## **Un bureau de vote à moins de deux kilomètres de son domicile**

Les moyens engagés pour l'organisation de ces élections sont d'une ampleur inédite : 1,72 million de machines électroniques, 10 millions de personnes recrutées, 56 hélicoptères et 570 trains pour acheminer les machines à voter. Les agents électoraux devront se déplacer à dos d'éléphant ou de chameau, en bateau ou en hélicoptère pour recueillir les suffrages dans des endroits reculés ou qui sont le théâtre d'insurrections, comme le Chhattisgarh, dans le centre de l'Inde. Le vote aura lieu à une altitude comprise entre le niveau de la mer et 4 800 mètres, et à une température comprise entre - 10 °C et + 48 °C.

Aucun électeur n'est oublié. La loi indienne prévoit que chaque habitant doit pouvoir voter à moins de deux kilomètres de chez lui. Un bureau de vote va ainsi être aménagé spécialement pour le seul résident du parc national Gir dans le Gujarat, un prêtre hindou qui vit sur un lieu de pèlerinage dédié à Shiva. Ces élections de la démesure, qui s'étalent sur six semaines, du 11 avril au 19 mai, seront également parmi les plus longues au monde. Des salles sécurisées seront aménagées pour abriter les machines de votes électroniques qui auront recueilli les suffrages, en attendant le dépouillement du 16 mai. Chaque salle forte ne pourra comporter qu'une seule porte d'entrée, gardée par la police, devant laquelle seront installées des tentes où les représentants de chaque parti pourront surveiller les allées et venues.

## **Un code électoral très strict**

Les autorités devront également veiller au respect du code électoral. Une tâche titanesque puisque des milliers de candidats feront campagne. Lors des dernières élections générales de 2014, 1 709 partis politiques avaient présenté un candidat. Mais pour la majorité d'entre eux les élections n'étaient qu'un moyen de se donner une visibilité pour faire passer un message ou une revendication, plutôt que de remporter un siège au Parlement. Seuls 35 partis sont actuellement représentés à la chambre basse du Parlement.

Le code électoral est très strict. Aucun membre du gouvernement ne doit se rendre à une cérémonie d'inauguration pendant la campagne officielle et l'utilisation de symboles ou de photographies de l'armée (très populaire en ce moment dans un contexte de poussée de fièvre nationaliste) est prohibée. Mercredi 10 avril, la commission électorale a repoussé à la fin des élections la sortie en salles d'un film à la gloire du premier ministre indien, Narendra Modi, et a suspendu la chaîne NaMo TV (pour « Narendra Modi » TV) qui était apparue sur les bouquets satellite au début d'avril. La commission électorale a déployé des millions d'agents partout dans le pays pour veiller à la bonne conduite de la campagne et du scrutin, et des brigades mobiles montent des barrages routiers pour inspecter les véhicules et vérifier que des liasses de billets ou des bouteilles d'alcool n'y sont pas cachées pour être distribuées aux électeurs. Des membres de la commission électorale suivent également chaque « road show », caméscopes à la main, pour compter le nombre de véhicules et recenser les moyens déployés.

## **Des réseaux sociaux inondés de fausses informations**

L'usage de pancartes et d'affiches a diminué cette année, ce qui devrait considérablement réduire la production de déchets plastiques. Il y a en revanche une autre campagne électorale plus difficile à superviser : celle qui se déroule sur Internet et les médias sociaux. La commission électorale indienne s'est contentée d'affirmer que les grandes plates-formes, comme Facebook, Twitter, Google ou encore Youtube, avaient nommé des responsables chargés de vérifier le respect des règles électorales. Avec 300 millions d'utilisateurs mensuels sur Facebook et presque autant sur WhatsApp, les réseaux sociaux indiens sont inondés de fausses informations. Facebook a annoncé le 1<sup>er</sup> avril avoir retiré 687 fausses pages et comptes engagés dans de la propagande et liés au Congrès, le principal parti d'opposition en Inde.

**Julien Bouissou** (New Delhi, correspondance)

- Le Monde. Publié le 12 avril 2019 à 02h25 - Mis à jour le 12 avril 2019 à 10h54 : [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/12/l-immense-defi-logistique-des-elections-indiennes\\_5449056\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/12/l-immense-defi-logistique-des-elections-indiennes_5449056_3210.html)

---

## **L'Inde vote pour ou contre Narendra Modi**

**Alors que les élections générales débutent jeudi 11 avril, le premier ministre sortant, membre du parti nationaliste hindou, fait campagne sur sa personnalité.**

Les élections générales qui débutent jeudi 11 avril en Inde s'annoncent comme un scrutin pour ou contre Narendra Modi. Rarement dans l'histoire du pays un premier ministre indien n'avait

concentré autant de pouvoir et polarisé à ce point la société au cours des cinq dernières années.

Elu triomphalement en 2014 sur la promesse de développement, le national-populiste a choisi de faire campagne, en 2019, sur sa personnalité, davantage que sur son bilan ou sur des promesses électorales. Sa formation, le Parti du peuple indien (BJP), a publié son programme au dernier moment, lundi 8 avril, soit trois jours avant le début des élections.

### **Attaques contre le Pakistan**

Lors d'un meeting électoral organisé le 7 avril, Narendra Modi n'a laissé aucune ambiguïté sur l'enjeu de ces élections, où le BJP tentera de remporter une majorité au Parlement comme en 2014 : « Voter pour le BJP, c'est voter pour moi. » Un leader omniprésent, donc, et qui s'affiche également comme un « chowkidar », c'est-à-dire un « gardien » qui protège le pays contre le Pakistan accusé d'abriter des terroristes.

Cette rhétorique nationaliste s'est renforcée après le récent combat aérien, fin février, entre les deux frères ennemis d'Asie du Sud. Le premier ministre ne rate pas une occasion de rendre hommage aux forces armées du pays, accusant Rahul Gandhi, son rival du Parti du Congrès, de vouloir les affaiblir.

Son fidèle lieutenant, le prêtre hindou extrémiste Yogi Adityanath, à la tête de l'Etat de l'Uttar Pradesh, a qualifié les militaires indiens d'« armée de M. Modi ». A écouter le BJP, la bataille se jouerait entre Narendra Modi, le fort, et Rahul Gandhi, le faible. « Parmi tous les gouvernements précédents, aucun n'a eu l'idée de lancer des attaques chirurgicales, s'est vanté le dirigeant indien. Ils n'ont pas eu le courage d'envoyer les avions de combat traverser la frontière [avec le Pakistan] et tuer les terroristes. »

Le premier ministre indien entretient savamment le culte de la personnalité tout en essayant de se faire passer pour un humble. Il évoque sans cesse ses origines modestes de vendeur de thé et se projette comme un homme du peuple.

*Pour rassembler les hindous au-delà leurs divisions de castes, Narendra Modi joue les religions les unes contre les autres*

Le populisme de M. Modi, qui se vante d'avoir « supprimé 1 200 lois » et évite les questions de la presse, repose sur la majorité hindoue du pays (80 % de la population). Mais celle-ci ne constitue pas un bloc homogène. Pour rassembler les hindous au-delà leurs divisions de castes, M. Modi joue donc les religions les unes contre les autres, tout en prenant garde de célébrer, dans ses discours, l'harmonie dans le pays.

Son parti s'attaque régulièrement au Pakistan, qui, dans la rhétorique des nationalistes hindous, fait référence aux musulmans. Selon eux, le programme du Parti du Congrès « soutient davantage le Pakistan que l'Inde ». Plus directement, Yogi Adityanath a qualifié le parti musulman de l'Indian Union Muslim League (IUML) de « virus » qui avait « infecté le Parti du Congrès » et qui « menace de se répandre dans tout le pays ».

### **« Famille hindoue »**

Au sein de la communauté hindoue, le BJP s'est assuré le soutien des hautes castes en mettant en place, au début de l'année, les premiers quotas économiques, à savoir 10 % des emplois de fonctionnaires et des places à l'université réservés aux plus pauvres, qui s'ajoutent aux quotas réservés aux castes répertoriées et aux populations tribales. Les hautes castes aux revenus modestes se plaignaient d'être désavantagées par rapport aux basses castes, discriminées

socialement et bénéficiant de quotas d'emplois dans l'administration.

Le plus difficile, pour le BJP, traditionnellement un parti de hautes castes, sera de mobiliser les castes inférieures. Dans l'Etat-clé de l'Uttar Pradesh, le plus peuplé d'Inde, l'alliance des deux partis régionaux du Parti socialiste (SP) et du BSP pourrait l'en empêcher. Le vote des dalits - anciennement appelés les « intouchables » - pourrait faire basculer de nombreux sièges dans les partis d'opposition au BJP. Dans le pays, les dalits victimes de lynchages (et dont les vidéos ont été retransmises sur les réseaux sociaux) auront sans doute du mal à adhérer à l'idée de « famille hindoue » promue par M. Modi.

Rahul Gandhi contre-attaque avec un programme axé sur la lutte contre la pauvreté. Il a promis de mettre en place un revenu minimum garanti pour 50 millions de foyers pauvres et de créer des emplois, expliquant que le chômage était le « défi le plus grave de notre pays ».

Dans un pays qui abrite vingt-deux des trente villes les plus polluées au monde, il a également qualifié la pollution de l'air d'« urgence nationale de santé publique ».

En se présentant dans le Kerala (sud de l'Inde), l'héritier de la dynastie Gandhi-Nehru (dont le Mahatma Gandhi ne fait pas partie) veut également projeter l'image d'un candidat incarnant le pays tout entier, ce qui fait défaut au BJP. Le parti nationaliste hindou reste très influent dans les Etats de la ceinture hindophone du nord de l'Inde, sans parvenir à percer électoralement dans le sud du pays, où il est perçu comme culturellement hégémonique.

### « Pas de vague Modi »

Dans un scrutin où sont appelés 900 millions d'électeurs, la moindre prédiction est risquée. Les analystes s'accordent toutefois sur l'hypothèse d'un tassement électoral de Narendra Modi, même s'il pourrait bien remporter les élections. « Il n'y a pas de vague Modi », assure Prannoy Roy, journaliste et coauteur de l'ouvrage *The Verdict* (Penguin, non traduit). Son bilan économique est loin d'avoir rempli toutes ses promesses de 2014.

Si la mesure de démonétisation décidée fin 2016 a été saluée par les plus pauvres comme attaquant l'évasion fiscale pratiquée par les riches, elle a mis en difficulté, voire poussé à la faillite les petites entreprises. La croissance s'est maintenue à un niveau élevé, mais un changement de méthodologie dans le calcul du produit intérieur brut (PIB) incite les économistes à la prudence sur les statistiques.

Selon le rapport d'une agence gouvernementale qui a fuité dans la presse en février, après que sa publication a été interdite par le gouvernement, le taux de chômage a atteint un record historique. Les seules statistiques crédibles se trouvent sans doute dans le nombre de postulants à la moindre offre d'emploi de fonctionnaires : les chemins de fer ont reçu 25 millions de candidatures pour 90 000 offres d'emploi en 2018.

La récente défaite du BJP dans plusieurs Etats clés du nord du pays vient aussi contredire l'existence d'une « vague Modi ». Il se pourrait que ce ne soit ni Narendra Modi ni Rahul Gandhi, mais les partis régionaux qui remportent ces élections. En 2014, ils avaient rassemblé près de la moitié des voix. « Les partis nationaux n'existent plus en tant que tels, estime le commentateur politique Shekhar Gupta. L'espace politique est de plus en plus occupé par de puissants et charismatiques leaders régionaux ou de castes. »

Un gouvernement de coalition, plus instable, offrirait une marge de manœuvre plus réduite au nouveau dirigeant indien. Si Narendra Modi en prend la tête, il ne régnera plus en maître dans le pays, mais le nationalisme hindou continuera de prospérer.

**Julien Bouissou** (New Delhi, correspondance)

• Le Monde. Publié le 10 avril 2019 à 17h00 - Mis à jour le 11 avril 2019 à 07h06 :

[https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/10/l-inde-vote-pour-ou-contre-narendra-modi\\_5448442\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/10/l-inde-vote-pour-ou-contre-narendra-modi_5448442_3210.html)

---

## **Les musulmans indiens de plus en plus absents de la représentation politique**

**Les élections législatives commencent ce 11 avril en Inde. A Hyderabad, le Parti du Congrès, qui attirait le vote musulman, est aujourd'hui accusé de céder aux sirènes du communautarisme hindou.**

Sous les piliers du métro aérien d'Hyderabad, dans le sud de l'Inde, les portraits du premier ministre, Narendra Modi, et de son principal concurrent, Rahul Gandhi, brillent par leur absence. Ici, on vote jeudi 11 avril et la campagne électorale qui prend fin semble ne tourner qu'autour d'un seul homme, Kalvakuntla Chandrashekar Rao, communément désigné par ses initiales : KCR. Le chef du gouvernement régional jouit d'une immense popularité pour avoir obtenu, en juin 2014, la création du Telangana, dernier-né des Etats fédérés de l'Inde. L'œil du passant ne distingue que des placards fuchsia à la gloire de son parti, le Telangana Rashtra Samithi (TRS), signe que les formations régionales joueront un rôle déterminant aux législatives de 2019.

Près du Charminar, qui abrite la mosquée aux quatre minarets du XVI<sup>e</sup> siècle qui fait la fierté de la ville, des femmes en burqa noire défilent gentiment par petits groupes en agitant des drapeaux roses, car le TRS gouverne avec le parti musulman local, le All India Majlis-e-Ittehadul Muslimeen (Conseil de l'Union des musulmans de toute l'Inde, Aimim) dirigé par Asaduddin Owaisi, le député de 49 ans qui représente Hyderabad au Parlement fédéral depuis maintenant quinze ans.

« Asaduddin va être réélu haut la main car il a pacifié la vieille ville », parie Amir Ullah Khan, professeur d'économie et conseiller du gouvernement du Telangana. Dans les boyaux inextricables du cœur historique d'Hyderabad, les enseignes de viande bovine n'ont pas besoin de se cacher comme dans la plupart des autres régions de l'Inde, où les nationalistes hindous, considérant la vache comme sacrée, ont interdit la consommation de bifteck. L'eau et l'électricité sont disponibles vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et tout le monde a accès à l'éducation et à la santé.

### **« Egalité entre les citoyens »**

Sur les huit millions d'habitants que compte l'agglomération, 30 % sont musulmans, mais dans Hyderabad stricto sensu, la proportion monte à 50 %. L'empreinte de l'ancien monarque local, le nizam, y reste très forte. Au soleil couchant, on flâne toujours dans les jardins de Chowmahallatu, son palais, et en ce moment, on est fier d'évoquer l'exposition prestigieuse que le Musée national de Delhi consacre aux bijoux de la famille royale. Les enquêtes d'opinion sont formelles : les soucis premiers des habitants sont le logement et les prêts bancaires. Pas la sécurité, en dépit des tensions communautaires que le Parti du peuple indien (BJP, au pouvoir) s'efforce d'attiser depuis cinq ans.

Dans le quartier huppé de Banjara Hills, les pacifistes de toutes confessions religieuses ont pris l'habitude de se retrouver dans une paisible cour ombragée par un immense flamboyant. Ashhar Farhan a ouvert là le centre culturel Lamakaan, un lieu de liberté où l'on vient assister à des

spectacles, regarder des films et participer à des débats. « On essaie tous d'oublier le communautarisme propagé par les politiciens. Ce n'est du reste pas l'apanage du BJP. Lorsque le Congrès dirigeait la région, on laissait la mafia du logement brûler les maisons des musulmans », se souvient notre hôte.

Assis sur un banc avec une amie d'enfance, Vinay, un hindou de 22 ans, affirme que les jeunes « se fichent complètement » des provocations de Narendra Modi. « On n'a pas besoin d'un dirigeant obsédé par la propagation de la religion hindoue, ni d'un parti musulman qui tiennent en réaction un discours anti-hindou, dit-il. Ce qu'on veut, c'est l'égalité entre les citoyens. »

A Hyderabad, beaucoup pensent que les élections de 2019 vont marquer un tournant. Soit M. Modi est réélu, et l'Inde pourrait devenir un Etat hindou, comme le Pakistan est un Etat musulman. Soit il est battu, et le pays retrouverait ses réflexes pluralistes. Les musulmans étaient déjà sous-représentés dans les institutions, mais, depuis l'arrivée au pouvoir du BJP, ils ont pratiquement disparu du paysage politique. En 2014, seuls 22 députés musulmans ont été élus à la Lok Sabha (la chambre basse du Parlement), soit 4 % de l'hémicycle, alors que le pays compte 14 % de musulmans.

Ce sera difficile de faire pire cette année, mais difficile aussi de faire mieux. Les circonscriptions où les musulmans représentent plus de 30 % de l'électorat, et où ils peuvent donc peser, ne sont qu'un nombre de 35, sur un total de 543.

Comme le souligne Christophe Jaffrelot dans *L'Inde de Modi. National-populisme et démocratie ethnique* (Fayard, 350 p., 25 euros), « la formation d'un vote hindou par le BJP a conduit les autres partis à, eux aussi, ne plus donner leur investiture à des candidats musulmans, sauf dans les zones à forte majorité musulmane ». C'est notamment le cas du Congrès, qui a toujours attiré le vote musulman mais qui, depuis plus de dix ans, a « le sécularisme honteux ».

### **Alliances régionales**

Attablé devant une *marag* - soupe de mouton épicée -, un concessionnaire automobile engagé dans les milieux patronaux observe que cette tendance se renforce. « Non seulement le Congrès ne fait plus d'efforts, mais son président, Rahul Gandhi, court après Modi en visitant des temples hindous à tour de bras, accompagné des caméras de télévision », déplore-t-il. Pour la militante féministe Lalita Rajan, de confession hindoue, « les musulmans pensent qu'avoir un parti à eux serait une erreur, car aucun hindou ne voterait pour lui. Ils n'ont pas tort. »

Pas étonnant, dans ces conditions, que les formations musulmanes soient si peu nombreuses : hormis l'Aimim du Telangana, on trouve essentiellement le Jamaat-e-Islami Hind à Delhi, le All India United Democratic Front dans l'Assam et l'Indian Union Muslim League (IUML) au Kerala. S'y ajoutent, au Cachemire, seul Etat indien à majorité musulmane, le Jammu and Kashmir National Conference, au pouvoir de 2009 à 2015, et le People's Democratic Party, qui a gouverné la région de 2015 à 2018, en alliance avec le BJP.

Dans sa maison de Saidabad, un quartier périphérique d'Hyderabad, Syed Amin Jafri lit et relit ses tableaux de chiffres. Il est l'un des deux élus Aimim siégeant au conseil législatif du Telangana, le sénat régional. Dans 104 circonscriptions, il va y avoir un duel BJP-Congrès, calcule-t-il, tandis que, dans les 439 autres, tout sera affaire d'alliances avec les partis régionaux. Une manière de dire que les musulmans ne se risquent à aucun pronostic sur les résultats qui seront proclamés le 23 mai.

**Guillaume Delacroix** (Hyderabad, envoyé spécial)

• Le Monde. Publié le 09 avril 2019 à 11h11 - Mis à jour le 11 avril 2019 à 12h27 :  
[https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/10/l-inde-vote-pour-ou-contre-narendra-modi\\_5](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/10/l-inde-vote-pour-ou-contre-narendra-modi_5)

[448442\\_3210.html](#)

---